



Geneviève
Fraisse
Service
ou servitude

*Essai sur les femmes
toutes mains*

Service
ou servitude

Geneviève Fraisse

Service ou servitude

Essai sur les femmes toutes mains

Éditions du Seuil

Cet ouvrage est issu de recherches préliminaires
en collaboration avec Martine Guillin. Il est paru, en 1979,
au Seuil, sous le titre et le sous-titre :

Femmes toutes mains. Essai sur le service domestique,
dans la collection « Libres à elle », dirigée par Monique Cahen.
Une édition augmentée d'une préface et d'une annexe inédites
a été publiée, en 2009, aux éditions du Bord de l'eau.

ISBN 978-2-7578-8974-9
(ISBN 978-2-02-005378-5, 1^{re} publication)

© Éditions du Seuil, janvier 2021

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

OUVERTURE

Le soin, le sale, le service, ou l'importance des mots¹

« Prenez soin de vous » : un impératif que le bienveillant, le soignant (et aussi toute autre personne) vous envoie en direct. Vous êtes responsable de vous-même. Je suis pour. Celui qui prend soin de moi envoie donc un message paradoxal, il me soigne et me laisse me soigner.

Il y a beaucoup de beauté dans cette injonction, comme une sorte de tendresse qui dépasse nos cercles affectifs.

Le soin serait une vertu publique. On nous invite à le reconnaître – enfin. Le soin rencontre « l'utilité commune », énoncée par la rupture révolutionnaire de 1789, évoquée récemment par le président. Nous le savions puisque la « Sécurité sociale » de 1945 lui fait écho. Si l'acte de soin est immémorial,

1. Ce texte a été initialement publié en 2020, au Seuil, dans la revue *Par ici la sortie !*, p. 94-96.

la conception du « commun » est propre à cette époque, la nôtre, qui a voulu la démocratie. Le soin est utile à la société civile, et l'utilité dit le fonctionnel, le fonctionnement. Puis cela devient politique, là, maintenant.

Alors on va élargir le champ de vision sémantique. Le mot « service » offre plusieurs éclairages. L'hôpital est un service public, mais les supermarchés sont un service privé.

Les éboueurs relèvent du public, même si les mairies sous-traitent ce service de nettoyage. Je peux ajouter un peu de morale avec le « rendre service » de la solidarité soudaine. Mais que dit ce mot, le « service », mot à usage multiple et polysémique ?

Revenons en arrière : l'espace familial, domestique, fut le creuset ancien de notre imaginaire récent ; service va avec « servante » et « serviteur », autre nom du, ou de la, domestique. Pour le dire vite, ce mot désigne alors la dépendance, on servait le roi comme on sert le bourgeois, ce mot est le signe d'une hiérarchie sociale, d'une part, d'une infériorité de condition, d'autre part. Cela s'appelle l'inégalité. Être au service d'autrui désigne une subordination, mais aussi une aliénation de sa liberté. C'est ainsi que les domestiques hommes furent exclus de la citoyenneté à la Révolution française. Dépendants de leur maître, ils n'étaient pas libres d'être des sujets politiques.

Puis vint l'ère démocratique et la construction de la république, la chose publique. On s'éloigne des cercles de famille, nobles ou bourgeois. Aujourd'hui les mots de serviteur et de servante sont des mots désuets, inadéquats à notre démocratie ; excepté si on est « serviteur de l'État » (dirait-on « servante de l'État » ?). Il y a eu transfert. Reste alors le substantif. Ainsi le mot « service » aura désormais de nombreuses fonctions : les « emplois de service » désignent la femme de ménage ou la garde d'enfants ; le « service à la personne » dit l'assistance aux vulnérables... Dans un cas, l'inférieur est celui qui sert autrui, dans l'autre cas, l'inférieur est celui qui est servi. Le service est désormais un mot à usage privé et public. C'est cela qui n'a pas été pensé.

Venons-en à aujourd'hui : il n'y a pas de soin sans service. Il n'y a pas de soin dans l'espace public (ni dans l'espace privé) sans qu'on ne doive s'interroger sur la place que le soin/service occupe dans nos sociétés. Alors, soudain, le mot service bute sur le mot égalité. Comment les conjuguer ? Le service n'entraîne pas une pensée de l'égalité, le service est mal considéré, le service est mal payé. Les commentaires actuels sur la nécessité d'une revalorisation salariale et symbolique des métiers du soin déplorent cet état de fait, comme si c'était un accident de notre histoire sociale. Non, ce n'est pas un accident,

c'est un fait structurel. À cet endroit, on comprend que les femmes sont l'essentiel des populations de service. D'où ma question : que fait-on du service en démocratie ? C'est utile d'accord ; mais n'est-ce pas le lieu où se perpétue une inégalité que la lutte des classes n'a pas su prendre en charge ? La classe ouvrière s'est toujours méfiée des métiers de service, comme si la proximité avec ceux qui sont servis, en mélangeant inégalité et dépendance, obscurcissait la représentation politique. D'ailleurs, si le service est du soin, il faut ajouter un mot du vocabulaire, celui de « lien ». Le service du soin est un lien, un rapport. D'où cette difficile question : comment y introduire de l'égalité ? On veut que le malade soit un acteur de son traitement, et non seulement un récepteur. Vœu formel ?

Morcellement, aujourd'hui, morceaux d'éclat que le service dans cette crise sanitaire et le confinement qui l'a accompagnée : les femmes de ménage ont été remerciées avec le retour à domicile de leurs employeurs et employeuses, les caissières sont passées d'un rôle technique à une fonction sociale, les éboueurs sont soudain essentiels aux yeux des confiné·e·s, qui remplissent les poubelles plus que d'habitude. Désordre de la représentation de ces services qui montrent, à l'instar des professionnels du soin, ce qu'ils cachent : les invisibles femmes

de ménage du secteur privé (qui s'associent au ménage hôtelier, voir la grève chez Ibis), les techniciennes des caisses des supermarchés, comme si c'était juste une fonction, et les spécialistes du déchet, des ordures. Oui, le soin, comme le service ne disent pas ce pan de la réalité qui s'appelle le sale, la saleté. C'est très violent, semble-t-il, de prononcer ces mots-là. Mais justement, l'inégalité, comme corollaire du service, recouvre la réalité de la besogne, de ce qui n'est pas beau. Je relis les premières phrases du livre de Christian Enzensberger *Essai de quelque envergure sur la crasse* (1968, Gallimard, 1971) : « Propre est bel et bien... sale est laid et ailleurs. »

Où est le concept ? *Care* se veut un passage au concept (comme ce fut le cas pour « genre » à partir des années 1980). Le concept est désirable car il ramasse en un mot la complexité d'un monde. Alors quel mot ? Celui de *care* ne m'a jamais convaincue, et ce pour deux raisons : le soin n'est qu'une partie du service propre à l'utilité sociale et ne peut en devenir la métaphore, le soin se fait alors idéologique comme si ce pouvait être un objectif politique. Ce mot trimbale, malgré lui, toutes sortes de pensées lourdes, idéalisation d'une pratique, religiosité sociale. Mettez ensemble le soin et le service d'une part, le dévouement et le sale d'autre part, et vous

devrez alors affronter ce qu'on préfère ne pas penser, la servitude et la saleté.

Pourquoi insister sur le mot « service » ? Parce qu'il nous aide à penser l'histoire, la généalogie de son usage d'aujourd'hui. Le service était très visible sous l'Ancien Régime (lisez Marivaux ou Beaumarchais). Trois siècles plus tard, il est caché (voyez les femmes de ménage à qui on laisse des listes de choses à faire posées sur un coin de table, ou qu'on fait travailler dans les bureaux avant les heures d'ouverture). En même temps, le « service public » est devenu une expression officielle de nos républiques, et les services privés sa définition libérale.

Cela nous aide à poser la seule question qui vaille, celle du rapport entre service et démocratie. Deux questions s'imposent dans ce cadre : pourquoi ce qui était visible dans un temps ancien est-il devenu invisible, invisibilité qui cache le sexe du service, sexe féminin, racisé ? Aujourd'hui pèse une charge historique sur ce sexe féminin, hors toute naturalisation des rôles (vocation, dévouement, maternage, bénévolat). Et puis : à quel jeu de cache-cache assiste-t-on, dans ce temps d'aujourd'hui entre le privé et le public, dont le mot « service » désigne si bien les interactions ?

Si on veut « revaloriser » les professions de service, du soin, du nettoyage, et même de l'éducation, si on

veut que le service soit aussi public que le réclame « l'utilité sociale » de la démocratie, il faut sûrement parler de justice et pas seulement de valeur. La revalorisation, si elle s'entend comme une juste estimation de la valeur économique et sociale d'un travail, ne saurait être une réparation, une compensation. C'est à une nouvelle représentation de la justice appliquée aux métiers que nous sommes convié·e·s.

On ira même jusqu'à poser la question de l'égalité interhumaine : si lien il y a entre le soignant et le soigné, entre l'enseignant et l'élève, mais aussi entre l'employeur·se et l'employé·e, entre l'éboueur et les citadin·e·s, et bien sûr lien il y a, ce rapport pourrait être repensé dans sa dimension égalitaire. J'insiste sur le mot « lien ».

PRÉFACE

Invisible/Égal·e

Trente ans après¹

Rendre au mot « service » toute son opacité, tel serait, trente ans après la publication de ce livre, l'intérêt de réfléchir à nouveau à ce terme simple, cru, et sérieusement équivoque. Égrenons rapidement les possibilités d'une expression qui transcende drôlement les temps historiques, du valet de Beaumarchais aux bonnes de Jean Genet.

Le service peut aujourd'hui être public, mais il fut longtemps, uniquement, privé. Le service sera désormais social et pourtant il fut historiquement attaché à une personne ou à une famille singulière ; ou alors à une entité politique, le roi ou la nation. C'est peut-être pourquoi les services, services sociaux et services publics, sont maintenant au pluriel, ils concernent désormais des ensembles

1. Publiée initialement en 2009 à l'occasion de la 2^e édition de ce livre, cette préface fait suite à la problématique féministe des années 1970.

de personnes, des besoins collectifs. Le « service à la personne » ne reste au singulier que parce qu'il s'agit d'une activité sociale liée à l'espace privé, familial, domestique ; et sa finalité collective ne fait aucun doute...

Servir la société, pourquoi pas... ? La servante, le serviteur s'efface derrière l'organisation des « services », et entre-temps « la personne » change subrepticement de place : le personnel de service, disait-on ; le service à la personne, dira-t-on. Le mot service n'est plus accolé à celui ou celle, la personne employée, qui accomplit le travail ; il est joint à celui qui en reçoit le bienfait, au bénéficiaire. Ce changement de place, de l'offre de service à la demande de service, est impressionnant. Ce déplacement donne l'image de la mutation accomplie en trente ans.

Dans les années 1970, il semblait que le travail domestique, devenu très fonctionnel, réduisait la part du « servir », de la dépendance sociale, pour devenir un emploi ordinaire du monde du travail, qu'on célèbre alors comme un monde commun, partagé. « Nous sommes des “travailleurs comme les autres” », disent les employées de maison syndiquées. Il y a la « dame de service » de l'école, il y a aussi l'employée de maison, ou la femme de ménage. À côté de cela, la figure de « la bonne » n'est plus

qu'une image littéraire, chargée de réalisme et de fantasme, propre au documentaire sur l'esclavage moderne ou à l'écriture romancée. L'emploi général absorbe la particularité du service et relègue, le plus loin possible des normes du monde du travail, les archaïsmes de la domesticité. L'employée de maison fait disparaître la servante. Trois décennies plus tard, le service est quasiment au centre du monde de l'emploi, est un « gisement d'emplois » à venir. Les services à la personne, soulignant les besoins d'une société vieillissante, semblent répondre à une nécessité sociale. De la périphérie au centre : il s'agit d'un sérieux bouleversement.

Servir quelqu'un : la transitivité marque la hiérarchie entre les êtres ; servir à la personne : l'intransitivité désigne le destinataire comme un être en position de faiblesse. L'imaginaire de la hiérarchie entre serviteurs et maîtres, servantes et maîtresses est recouvert par la figure du soin et du souci de la personne vulnérable. La maîtrise a fait place à la demande. Oui, mais le réel du service reste bien le même : la tâche domestique, doublée du lien inégal de personne à personne ; sans compter l'emploi ménager traditionnel, qui, bien sûr, n'a pas disparu ; il s'appelle désormais « emploi familial ».

Je n'imaginai pas, à la fin des années 1970, l'avenir de ce mot « service », je ne pensais pas une seconde qu'il serait remis au centre de la vie sociale. En effet, le service de l'espace privé, et dans l'espace privé, se réduisait considérablement ; et ce pour plusieurs raisons. La première était bien sûr la fin d'une domesticité d'apparat qui avait accompagné l'Ancien Régime et marquait encore, au début du xx^e siècle, une classe sociale ; la deuxième était l'émancipation démocratique des femmes qui, corrélatrice à l'industrie du nettoyage et aux machines domestiques, œuvrait à la simplification des tâches ménagères ; la troisième tenait au salariat contemporain comme expression d'une appartenance sociale, et de la similarité d'être un parmi d'autres dans le monde du travail. Le service domestique apparaissait désormais comme une fonction familiale, devenait un emploi classiquement rémunéré, tout en restant, cependant, et en dépit de l'émancipation, une tâche féminine. Les femmes : oui, en disparaissant dans l'épaisseur du ménage, du traitement de la saleté, le service domestique avait supprimé la part des hommes, affectés, historiquement, aux tâches externes (jardinage, réception, transport). C'est là que, paradoxalement, quelque chose de neuf se donnait à penser : un lien intime entre la servitude et l'émancipation des femmes d'une part,

un croisement entre la vie domestique et l'espace professionnel d'autre part.

Les féministes des années 1900 ne s'y étaient pas trompées : l'égalité des sexes se jouait à l'extérieur mais aussi à l'intérieur de la famille. Pour la bourgeoisie, cela apparut sous la forme d'une contradiction : le service domestique devait accompagner, voire permettre, la conquête de l'espace public par les femmes, mais pourtant avoir un double à la maison, une « remplaçante », mettait mal à l'aise, faisait une ombre dans le tableau de l'émancipation. Par ailleurs, conquérir des droits civils et politiques ne signifiait pas nécessairement en accorder à celles qui faisaient « tourner » le ménage. L'émancipation de l'une pouvait aller de pair avec l'oppression de l'autre, avec la tradition inégalitaire, celles des familles nobles de jadis, bourgeoises désormais. Cette contradiction, inhérente à la société démocratique bourgeoise, prit de nouvelles formes avec le retour du féminisme après 1970. La contradiction fut alors moins réaliste, et surtout plus théorique. Elle s'exprima dans la critique politique. Il fallait dénoncer l'invisibilité du travail domestique d'un côté, et il fallait aussi critiquer les emplois subalternes occupés par une grande majorité de femmes de l'autre. Le travail ménager et familial

était l'impensé des analyses marxistes ; il était invisible, et par conséquent dénoncé comme gratuit. Il y eut même alors un débat sur le salaire ménager : quantifier, rémunérer aurait pu être une solution à cette inégalité criante révélée par la « double journée » des femmes. Quant à l'emploi des femmes en général, subalterne et sous-payé la plupart du temps, il pouvait donner lieu à ce titre d'un ouvrage du PSU, *Dix-huit millions de bonnes à tout faire*, dix-huit millions de femmes ayant un emploi au service des dominants, les hommes, mieux lotis que les femmes dans le champ du travail rémunéré. Et le million de vraies « bonnes à tout faire », que devenait-il ? Cet emploi, classique, s'exerçait dans l'ombre de la vie familiale, il était souvent invisible, comme peut l'être la femme de ménage, et il était néanmoins salarié comme un emploi banal. Il ne rentrait donc ni dans la case scandaleuse du travail gratuit de la femme du foyer ni dans la case stigmatisée de la main-d'œuvre exploitée. Oubliée, l'employée de maison n'intéressait pas la pensée féministe, trop occupée à départager le travail gratuit du ménage de l'exploitation ouvrière féminine. La bonne avait dérangé la féministe bourgeoise de 1900, et la femme de ménage gênait les analyses marxistes de l'après-68...

Pendant longtemps, ce livre, intitulé en 1979 *Femmes toutes mains, essai sur le service domestique*, fut compris de façon biaisée. On y lisait soit un propos sur le travail ménager, soit un témoignage sur les personnes domestiques. C'était selon le contexte où ce livre était débattu : on parlait du travail chez les féministes, on parlait des domestiques dans la gauche en général. Mais le service, cette notion difficile, ce mot ambigu et polyphonique était globalement escamoté. Il était identifié à l'activité ménagère, ou il était ramené au statut personnel : chacune de ces deux interprétations avait apparemment le mérite de la clarté politique. On distinguait la tâche matérielle d'un côté, la fonction sociale de l'autre. Or le service signifie à la fois la hiérarchie sociale, le lien ou le rapport entre des personnes, en même temps qu'un exercice intime de la tâche domestique, ménage, cuisine, soins aux enfants. Hiérarchie, dépendance, intimité, le mélange est difficile à appréhender. De ce point de vue, « l'emploi de service » classique et le « service à la personne » dans sa nouveauté sociale parlent bien, malgré le changement de perspective, de la même chose.

En 1979, je posais donc une mauvaise question, une question qui n'avait pas lieu d'être, politiquement parlant. Une mauvaise question, c'est,

d'une certaine façon, celle qui énonce une ou des contradictions, pire, celle qui semble ne pas avoir de solution à cette contradiction. Comment penser la hiérarchie sociale dans l'intimité de la famille, comment penser le travail de l'intimité et du privé ? C'est cela le mot service : il ne veut pas simplement dire le sacrifice (être au service, servir l'autre), ni l'évidente servitude (dépendre de l'autre) ; il veut dire le rapport entre des êtres, le lien, et c'est cela qui est compliqué. Notre vie privée, femmes et hommes, s'y joue grandement.

Cette mauvaise question est aujourd'hui devenue centrale, et se donne comme une bonne question, celle du « care », du soin, de la sollicitude. Nous sommes, en effet, entrés dans un nouveau paradigme du service, modèle de structuration sociale qui mêle emploi et solidarité. Il y eut, je le répète, la domesticité d'apparat, la bonne de la bourgeoisie, l'employée de maison de l'après-guerre. Désormais, la prise en charge de la vieillesse (mais pas seulement), et la volonté de trouver de nouveaux gisements d'emploi dirigent les projecteurs sur le « service à la personne ». De cette mutation, que peut-on dès lors penser ?

Deux directions s'ouvrent à nous, l'ancienne, celle du rapport entre service et démocratie, la nouvelle, celle du lien entre corps et propriété de soi.

La question posée au XX^e siècle par le service domestique, on l'aura déjà compris, est celle de la difficulté à penser ensemble une situation faite de hiérarchie et de dépendance avec le support politique d'une société nouvelle, support fait du principe de l'égalité de tous et de l'autonomie de la personne. Comment penser l'égalité et la dissymétrie, l'autonomie et le lien ? On sait qu'il a fallu passer par la professionnalisation du métier, lente mise en règle d'un emploi fait de confusion des rapports humains et de tâches sans limites précises. Le salaire, les horaires, l'intitulé même du métier, « employée de maison », ont fabriqué un emploi analogue à ceux du monde ouvrier. Être des « travailleurs comme les autres », slogan syndical, déjà cité, de la seconde moitié du XX^e siècle, s'est accompagné d'exigences de formation professionnelle. S'il allait de soi, il y a cent ans, que l'apprentissage domestique était nécessaire aussi bien à la future employée qu'à la future employeuse, la formation actuelle vise non pas la finalité domestique féminine, celle d'un destin imposé strictement à un sexe, mais bien la construction d'un travail et d'un emploi parmi d'autres. Je laisse ici de côté l'assignation faite aux femmes de cet emploi ; non pas que je m'en désintéresse, mais parce que cela crève les yeux. Dois-je redire ici que, salariées ou pas, les femmes assument, ou

subissent, ce travail domestique. La démocratie a donc servi à faire rentrer dans le monde du travail, dans le salariat, cet irréductible de l'espace familial, qu'on appelle ménage. Mais aujourd'hui, l'exigence démocratique ne vise plus le salariat partagé, elle désigne plutôt le lien, le rapport entre les êtres, et, par conséquent, le service lui-même : société solidaire du « care », du soin, de la prise en charge de ceux qui sont vulnérables, personnes âgées, handicapées, isolées, malades... La démocratie s'appellerait désormais solidarité, souci d'autrui. Ce serait nécessairement un rapport inégalitaire, sans symétrie, et cependant intensément mutualiste... Encore une fois, ce ne serait plus seulement la personne employée qui renverrait à une exigence démocratique, mais aussi la personne servie qui indiquerait le bien commun, le lieu du partage d'une société. Si le conditionnel s'impose ici, c'est parce qu'il faut se garder de répondre à la légère à une question sérieusement politique.

La seconde direction ne renvoie pas à une possible similitude entre employeur·se et employé·e, entre celui qui sert et celui qui est servi, mais à la qualification, à l'analyse du service comme tel. Jadis, on louait sa personne, on trouvait une « place », bref, son corps tout entier était en jeu dans le rapport

de service. D'ailleurs la domesticité d'apparat était une représentation, une incarnation des maîtres au service desquels on se trouvait. « Se louer » indiquait bien que la propriété de soi était en jeu. Et c'est pourquoi la citoyenneté fut d'abord refusée aux domestiques. Faire cesser la dépendance impliquée par le service, construire l'autonomie des employées de service, entraîna le retrait de la personne des transactions du marché de l'emploi, au profit de l'échange même. Le corps se loue peut-être encore, mais plus sûrement il se prête ; comme on se prête à un jeu de rôles. Et il y a longtemps que le corps, dans ce contexte précisément, ne se vend plus. Ainsi, le problème n'est plus d'être la propriété de l'autre, il n'est plus non plus le souci de conserver et de préserver la propriété de soi dans l'espace confiné du privé ; il est bien la mise en « service ». Non pas « être au service » de, mais « offrir » ses services contre rémunération. Dans un tout autre registre, on connaît le débat sur la prostitution où il n'est plus nécessairement question de vendre son corps, mais plutôt de proposer des « services » sexuels. « La travailleuse du sexe » fait bien évidemment écho à la « travailleuse comme les autres ». Ni la personne ni même le corps ne serait affecté par l'exercice du service. Le service serait désormais délié de l'identité. L'échange, l'échange économique et le jeu de rôles

l'emporterait sur la relation imposée, ou négociée, entre les êtres.

Voilà ! Puisque nous sommes entrés dans l'ère du service, démonétisant la propriété de soi, l'échange s'éloigne de l'identification des corps, corps servi et corps qui sert. Et pourtant, la matérialité de ces corps, pris dans un espace très particulier, espace familial, intimité des besoins, saleté du ménage domestique, subsiste, dans sa radicale interrogation ontologique.

Ainsi, ni la question démocratique ni l'enjeu de la propriété de soi ne peuvent se résoudre simplement par quelques affirmations bienveillantes. On laissera donc ces interrogations ouvertes sur les débats à venir, on acceptera l'expression de la contradiction. Alors vient le temps d'ajouter deux remarques ironiques : le service est un poste d'observation sociale, le service pose une énigme à l'émancipation des femmes.

À partir des lieux où s'exerce cette nouvelle activité, l'emploi de service reste un poste de vigilance. Jadis, au théâtre, le valet et la servante remplissaient une fonction critique. À travers eux, le discours théâtral témoignait souvent de la liberté de pensée. Appartenir à une classe sociale et vivre dans une autre permettait de prendre des risques en donnant une lecture du monde. Où se trouve donc la pensée

critique, aujourd'hui, à partir de cette place remarquable ?

Peut-être vais-je oser dire que ce lieu critique, ce lieu de la critique est toujours aujourd'hui possible. Non plus pour se moquer des maîtres tout en partageant avec eux l'humanité, non plus pour dénoncer les avatars de la bourgeoisie et leur maîtrise exploiteuse d'autrui ; mais pour rendre palpables la complexité de l'égalité des sexes et les difficultés du féminisme. On peut dire que la finalité du féminisme consiste en l'égalité des sexes, doublée de la liberté des femmes. Or le service domestique introduit, au regard de cette finalité, une difficulté pratique : faut-il dissoudre la domesticité, le « service à la personne » dans la destruction d'une société inégalitaire et hiérarchisée, ou faut-il aménager l'ancienne situation de servitude en emploi salarié ordinaire ? Cette question se posait en termes clairs, il y a trente ans : soit on imaginait l'autogestion absolue et il n'y aurait plus de service (si ce n'est collectivisé), soit on pensait aménager syndicalement la situation de service. Révolution ou réformisme, telle était l'alternative. Aujourd'hui le contexte a changé, l'horizon révolutionnaire a disparu. Resterait alors la syndicalisation des pratiques, l'amélioration des conditions de travail ? Seul vaudrait le pragmatisme ? Difficile de penser que la radicalité

subversive n'a plus le moyen d'inventer quelque figure nouvelle.

Je parlais d'énigme de l'émancipation des femmes. Il est bien connu, dans le récit biblique, que, lorsque Judith décapite Holopherne, la servante l'attend dehors et l'aide ensuite à transporter la tête du vaincu ; il est connu aussi que la peintre Artemisia Gentileschi donna une tout autre version de la présentation du crime. Elle associa les deux femmes dans l'acte même du meurtre. Servante et maîtresse, unies dans le crime, et surtout dans l'agir même de la décapitation violente. Unies et non pas socialement séparées dans la destitution du pouvoir masculin. Nous n'avons pas fini de gloser sur ce mélange terrible de solidarité et d'affrontement entre les sexes. Les sexes, si proches, et si séparés.

Je disais, en commençant, qu'il faut rendre au mot service son opacité. Je me permets de finir en disant que le service est à la fois une question et un problème ; une question qui serait celle de l'utopie, utopie du lien entre les corps, entre les personnes, entre les corps des personnes ; et un problème, celui qui énonce le difficile, la difficulté de l'égalité entre ces corps, entre les sexes, entre leurs places sociales.

Si j'avais une femme

Si j'avais une femme elle répondrait au téléphone aux lettres aux huissiers aux persécuteurs elle remplirait les formulaires réglerait les factures classerait le courrier organiserait mes rendez-vous ferait réparer la machine à laver changerait les abat-jour déferait les paquets surveillerait les plantations jouerait avec les chats balayerait sous le lit irait au marché chercherait les charters, pendant que moi j'écrirais *Les Sœurs Karamazovna*.

Mais je ne peux pas avoir une femme, parce que je ne pourrais pas laisser tout le sale boulot à quelqu'un pour qui j'aurais un minimum de sympathie.

Et quelqu'un pour qui je n'aurais pas le minimum, comment je pourrais le supporter en permanence à la maison ? Je me demande comment ils font...

(Réponse à la question de Maurice Chavardès : « En quelques phrases, vous évoquez les rapports saphiques de Céline et Julia. Ce n'est pas encore le MLF. Mais en est-ce tellement éloigné ? »)

Christiane Rochefort,

Ma vie revue et corrigée par l'auteur, 1978.

Parti pris

« On pourrait dire en une phrase : des générations d'employées de maison ont été sacrifiées pour permettre à des femmes, à des générations de femmes de s'épanouir et de trouver leur place dans la société¹. »

Que se passe-t-il si on décide tout à coup de considérer la libération des femmes en se plaçant dans l'envers du décor, dans les coulisses du théâtre domestique et familial ? Car on ne peut attendre que les institutions d'un monde futur pallient toutes les difficultés de la maternité et de l'entretien des corps. Il faut prendre le temps d'observer dès aujourd'hui la politique de la vie privée.

La scène domestique se joue la plupart du temps à trois personnages : la femme du foyer, en

1. Suzanne Ascoët, « La lutte singulière d'une employée de maison », *Les Révoltes logiques*, n° 8-9, hiver 1979, cf. *infra* p. 407.

possession (ou non) d'un travail salarié à l'extérieur, l'employée, bonne de jadis ou femme de ménage d'aujourd'hui, et le maître de maison, distant, pour ne pas dire absent des préoccupations ménagères.

Cette scène est bien connue de tous et de toutes. Elle fait partie des évidences sociales que tout citoyen progressiste sait reconnaître. Mais la reconnaissance d'un problème n'entraîne pas nécessairement son analyse. Retrouver les mécanismes qui président à cette évidence est sans doute le plus difficile. C'est pourquoi je me suis aidée de l'histoire et de la littérature, des interviews et de la presse syndicale...

Toute démarche féministe cherche à penser, avec mais aussi par-delà les clivages de classe, la solidarité possible des femmes dans une lutte commune, même inégale pour les unes ou les autres.

Vouloir être féministe en l'occurrence c'est tenir ensemble les problèmes de l'employeuse, les refus de l'employée et l'oppression de l'une sur l'autre. Servantes ou maîtresses.

En un mot, je prends le problème à l'envers. Au lieu de mettre d'un côté les travailleuses et de l'autre les femmes du foyer, j'entretiens délibérément une confusion ; celle qui naît de la double vie des femmes.

Je parle d'abord d'un espace, le foyer, l'appartement, la famille, pour écouter les discours qui s'y tiennent. C'est très intéressant.

I

SERVICE OU SERVITUDE

Une exposition récente, intitulée *Le Parisien chez lui au XIX^e siècle*¹, avait choisi, pour affiche et couverture de catalogue, un détail d'un tableau de Martin Drolling : *Intérieur de salle à manger en 1816*. On y voyait un homme installé pour son petit déjeuner pendant qu'une femme, à côté, s'affairait devant un placard. L'homme assis et au repos, la femme debout et au travail, image banale du foyer domestique. Or, à regarder l'image de plus près, la femme paraît bien pauvrement vêtue, et à voir ensuite le tableau exposé, on y découvre, en arrière-plan, une autre femme assise au piano : la femme au travail n'était que la domestique. Étrange découpage d'un tableau qui permet d'imaginer aussi bien l'épouse que la servante dans la femme qui s'active ; étrange découpage aussi qui permet qu'à un siècle et demi de distance on puisse

1. Exposition aux Archives nationales de novembre 1976 à février 1977.

accepter d'oublier le tiers domestique d'un ménage bourgeois pour ne laisser subsister que l'image de la ménagère.

Cette petite histoire mène au cœur du sujet.

La maison à l'envers

« Quand vous parlez devant elle, *songez qu'elle est là.* »

A. Moll-Weiss,
Les Gens de maison, 1927, p. 146.

Il y a aujourd'hui en France 700 000 employées de maison (logées, nourries, ou femmes de ménage) déclarées par leurs employeurs ; sans compter le travail au noir très important mais impossible à chiffrer. Or cette profession ne fait l'objet d'aucune analyse, d'aucun chapitre d'ouvrage sociologique ou politique sur le travail féminin ; elle n'est pas non plus prise en compte dans les débats sur la double journée des femmes, le travail domestique et la garde des enfants. Les employées de maison restent des personnes abstraites face aux autres travailleuses au point d'ailleurs que le PSU n'hésite pas à publier un livre sur le travail féminin, intitulé *18 millions de bonnes à tout faire*¹,

1. *18 millions de bonnes à tout faire* (ouvrage collectif), Paris, Syros, 1978.

sans même consacrer quelques pages aux employées de maison. Bien sûr, on ne les aperçoit plus au marché, reconnaissables jadis au bonnet et au tablier ; on peut même ne jamais rencontrer sa femme de ménage, ne jamais la *voir*. Difficile de parler alors de celles qui n'apparaissent même plus au regard des autres. Sans doute pense-t-on que c'est une profession en voie de disparition, en tout cas sous sa forme traditionnelle ; sans doute se dit-on aussi, chaque fois qu'on emploie quelqu'un, que c'est un pis-aller, une nécessité urgente, concrète et ponctuelle, dont on ne saurait faire loi ; ultime maillon d'une chaîne de problèmes qu'il faudrait auparavant résoudre. Dans les coulisses cependant, au téléphone ou entre deux portes, les maîtresses de maison se racontent leurs tracas d'employeuses, leur mal à obtenir des aides ménagères ou maternelles. Ce ne sont que des apartés, et il ne sied pas d'en discuter haut et fort.

Il n'en fut pas toujours ainsi et même si les domestiques sont encore, dans l'histoire récente du mouvement ouvrier, les oubliées de la classe ouvrière, on parlait d'elles en 1900 ; elles étaient présentes dans le paysage social et familial. Présence discrète et tacite bien sûr, mais présence quand même : les chiffres sont là évidemment pour forcer l'attention, mais les discours aussi témoignent d'une réalité. Réalité problématique cependant, et c'est

pourquoi on en parlait : cela s'appelait « la crise de la domesticité ». C'est dire qu'on voulait analyser un problème social et le résoudre : parce que tout à coup, entre 1880 et 1914, la domesticité ne fut plus une évidence.

Qu'est-ce qu'un discours de crise ? Est-il la marque ou l'expression d'une évolution, évolution qui serait celle d'un changement à l'intérieur même de la profession ? Faut-il penser que les variations terminologiques (de serviteur à domestique, de domestique à gens de maison puis à employé de maison) sont le signe de transformations réelles qui se réalisent par temps de crise ? Ou, au contraire, ces discours furent-ils les signes avant-coureurs d'un changement qui prit effet après la Première Guerre mondiale ? N'émanaient-ils pas de bouleversements sociaux plus vastes que l'évolution d'une simple profession, nécessairement plus complexes que le problème particulier de la domesticité ? Ce serait difficile à dire, et là sans doute n'est pas le véritable intérêt de ces discours de crise. Crise ou pas, il nous est tout à coup proposé de s'interroger sur le bien-fondé du service domestique, sur ses origines et sur son avenir. Juristes et idéologues rivalisent de thèses et de bons conseils, s'essayant à donner un fondement à ce qui ne semble pas, de prime abord, s'inscrire dans la rationalité des temps

modernes. C'est donc en cela que ces discours de crise sont utiles : sous leur aspect de symptôme social, ils permettent une réflexion qui n'est plus offerte aujourd'hui. Si l'on y ajoute l'absence totale de gêne et de pudeur, digne des certitudes qu'avait la bourgeoisie, on imagine assez bien comment ces discours se tiennent au grand jour et sans scrupules ; ce qui, aujourd'hui, serait chose impossible. D'où la nécessité de relire ces textes.

Si, en effet, on ignore les employées de maison d'aujourd'hui, on oublie l'importance numérique de celles d'hier, prolétariat féminin invisible aux historiens. Naturellement, les statistiques, hier comme aujourd'hui, font problème : qui compte-t-on dans la population domestique (comprend-on les servantes de ferme et les concierges ?) ; quelles femmes travailleuses sont considérées comme population active (inclut-on les femmes agricultrices ?) ; s'est-on vraiment donné les moyens de chiffrer les gens de maison (une employée de maison d'aujourd'hui raconte qu'elle fut ignorée lors du dernier recensement) ? Néanmoins, on s'accorde en général pour dire qu'entre 1850 et 1914, la population domestique évolue entre 900 000 et 1 000 000 de personnes et diminue brutalement de 150 000 lors de la Première Guerre mondiale. On dit aussi qu'elle tient une place importante dans le prolétariat féminin :

29 % des femmes actives en 1866, 33 % en 1896, 45 % des femmes travaillant à Paris en 1901¹. Ces chiffres, même incertains, ne peuvent avoir qu'un effet brutal : il est temps de leur rendre une place qui fut la leur dans l'histoire du travail féminin.

Depuis le début de ce travail, plusieurs livres sont parus qui témoignent de ce souci, pour moi premier, de réparer cet « oublié² ». Réparation qui ne peut se faire sans qu'on s'interroge sur le pourquoi de cet oubli. Pierre Guiral et Guy Thuillier en énumèrent bien les causes autour de deux axes principaux : l'absence de sources sérieuses et le désintéret pour ce travail intime et quotidien³. Mais ils en négligent une, fondamentale : le silence qui pèse sur cette

1. Pour toutes les statistiques, il faut consulter : Theresa Mac Bride, *The Domestic Revolution*, Londres, Croom Helm, 1976. – Pierre Guiral et Guy Thuillier, *La Vie quotidienne des domestiques en France au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1978. – Louise A. Tilly et Joan W. Scott, *Women Work and Family*, New York, Rinehart Johnson, 1978. – Anne Martin-Fugier, *La Place des bonnes*, Paris, Grasset, 1979. – Viviane Aymé-Léon, *La Domesticité féminine à Paris de 1890 à 1914*, mémoire de maîtrise, Paris X, Nanterre, 1973.

2. Outre les ouvrages déjà cités, on peut lire deux autobiographies : Paul Chabot, *Jean et Yvonne domestiques en 1900*, Paris, Tema, 1977. – Madeleine Lamouille, *Pipes de terre et Pipes de porcelaine. Souvenirs d'une femme de chambre en Suisse romande*, publiés par Luc Weibel 1920-1940, Genève, Éd. Zoé, 1978. – Et à titre d'histoire comparée : Uta Ottmüller, *Die Dienstmädchenfrage. Zur Sozialgeschichte der doppelten Ausnützung von Dienstmädchen im deutschen Kaiserreich*. Munich, Verlag frauenpolitik, 1978.

3. Pierre Guiral et Guy Thuillier, *op. cit.*, p. 14-17.

profession ressemble à celui qui touche toute oppression, doublée ici de la servitude requise par le métier lui-même. Oppression et servitude sont en effet le propre de situations où la relation entre personnes est centrale, ici le fondement même du processus de travail. Or c'est de cela justement que parlent les idéologues de la « crise » des années 1900.

Hier donc, même si on n'est pas plus enclin qu'aujourd'hui à dénoncer une oppression, personne n'hésite à parler de ce problème : Louise Chateau, rédactrice à la *Revue pour les jeunes filles*, lance en février 1900 une enquête ainsi libellée : « On se plaint très généralement de l'extrême difficulté qu'on éprouve aujourd'hui à se faire bien servir. Beaucoup de personnes pensent même que, dans un avenir prochain, la « question des domestiques » se posera sous une forme aiguë et deviendra très difficile à résoudre. Quelles sont, selon vous, les causes de cet état de choses et comment pourrait-on y remédier¹ ? »

Les réponses, nombreuses, sont trop contradictoires pour que la journaliste en retienne autre chose qu'un éventail d'opinions, et sa conclusion

1. Louise Chateau, « Nos domestiques », *Revue pour les jeunes filles*, avril 1900.

personnelle établit pour finir un constat d'évolution sociale.

Il faut en effet mettre sur le compte de l'évolution globale de la société toute une série de transformations qu'il n'est pas à propos d'analyser ici. Citons, pêle-mêle, l'urbanisation, les changements de la vie bourgeoise et familiale, la diversification des métiers féminins pour l'employée comme pour l'employeuse, l'extension et la prolongation de l'éducation des filles, les progrès du mouvement ouvrier, etc.

C'est sur ce fond de contexte social qu'on brosse les figures de la crise : on parle de pénurie, et pourtant les bureaux de placement ne désemplissent pas. On constate alors que maîtres et domestiques ont une représentation négative de la situation. D'un côté, il apparaît que c'est un métier méprisable, une profession archaïque dont il vaut mieux se détourner. Car le dégoût de ce travail se double d'un mépris pour les personnes : le mot « mercenaire » apparaît fréquemment et qualifie bien ceux qui servent maintenant sans se sentir aucune appartenance ni dépendance à l'égard de la maison de leurs maîtres. De l'autre côté, on voit qu'ils sont aussi des mercenaires pour les maîtres qui ne voient en eux que des instruments : s'ils ne s'intègrent pas à la famille, s'ils ne restent pas longtemps en service, inutile de

s'occuper de leur personne ; et d'ailleurs s'ils servent, ajoute le bourgeois pour qui le domestique est un signe de richesse, ils sont interchangeables, instruments plus que personnes. Instruments trop personnels cependant puisqu'ils se permettent de voler, médire, injurier et, plus encore, d'avoir des exigences et des récriminations où on les voit avec horreur vouloir s'identifier, soit à l'homme citoyen en se voulant l'égal, en tant qu'individu, du maître, soit à la femme maîtresse de maison en réclamant un mode de vie permettant d'être femme à part entière. Bref, on s'épie, on se soupçonne et on se méprise. D'un côté, on sabote le travail ; de l'autre, on se contente à peine de payer, négligeant les égards minimums.

Ainsi, parler de crise de la domesticité ne revient nullement à élucubrer, d'un point de vue unilatéral de patron et de bourgeois, sur la difficulté d'être mal servi. Car pour peu qu'on tente de répondre à la question de Louise Chasteau, on constate dès l'abord que tous les torts sont partagés :

« Que la responsabilité d'un pareil état de choses incombe en partie aux maîtresses de maison, nous en convenons volontiers. Même les plus chrétiennes ne savent pas souvent traiter les domestiques avec les égards dus à la dignité humaine. La vie est de nos jours si difficile, amène tant de contrariétés et de soucis qu'il devient très laborieux de donner des

ordres avec la tranquillité d'âme nécessaire ; les santés sont devenues si délicates que les nerfs prennent aisément le dessus et que des mots blessants viennent d'une manière fâcheuse s'ajouter aux légitimes réprimandes. L'ignorance des occupations ménagères amène enfin à faire bien des reproches injustifiés.

Et cependant, quels que soient les défauts des maîtresses, ils ne suffisent évidemment pas à expliquer l'attitude des domestiques, celle notamment des "bonnes à tout faire". Comment ! Voilà à Paris de toutes jeunes filles qui sont logées, nourries, blanchies, qui n'ont aucune besogne pénible, qui reçoivent des gages de 45 à 50 francs sans compter les cadeaux de tout genre et le "sou du franc" des fournisseurs ! Elles devraient considérer leur sort comme privilégié et prouver par leur travail combien elles sont heureuses de ne pas mener la dure vie des ouvrières. Tout au contraire, elles ne songent qu'à travailler le moins possible, à cancaner et à médire et n'ont aucun goût à ce qu'elles font. Elles vont de maison en maison toujours à la fantastique recherche d'une place où l'on serait bien payé pour ne rien faire¹. »

Et peu importe la véracité des faits invoqués : ce qui compte, c'est l'opposition absurde de deux

1. Victor de Clerq, « La crise de la domesticité », *L'Enseignement ménager*, décembre 1908.

872. Le Commerce des regards, *par Marie-José Mondzain*
873. L'Éthique de la psychanalyse, *par Jacques Lacan*
874. Changer l'Europe, c'est possible !, *Collectif*
875. Vivant jusqu'à la mort, *par Paul Ricœur*
876. La Transfiguration du banal, *par Arthur Danto*
877. Zomia ou l'Art de ne pas être gouverné, *par James C. Scott*
878. Le Corbusier, *par François Chaslin*
879. Le Mythe de la singularité, *par Jean-Gabriel Ganascia*
880. Le Parlement des invisibles, *par Pierre Rosanvallon*
881. Un monde en nègre et blanc, *par Aurélia Michel*
882. La Spirale du déclassé, *par Louis Chauvel*
883. Les Nourritures, *par Corine Pelluchon*
884. Faut-il avoir peur de la population mondiale ?
par Jacques Véron
885. Notre histoire intellectuelle et politique
par Pierre Rosanvallon
886. La Condition anarchique, *par Frédéric Lordon*
887. Le Discours amoureux, *par Roland Barthes*
888. Contre la haine, *par Carolin Emcke*
889. Pour une histoire des possibles, *par Pierre Singaravélou
et Quentin Deluermoz*
890. Beethoven, *par André Boucourechliev*
891. Pour Roland Barthes, *par Chantal Thomas*
892. L'Europe est-elle chrétienne ?, *par Olivier Roy*
893. Punir, *par Didier Fassin*
894. La Religion des faibles, *par Jean Birnbaum*
895. Archipel des passions, *par Charlotte Casighari
et Robert Maggiori*
896. Leçons sur la volonté de savoir (1970-1971)
par Michel Foucault
897. Théories et institutions pénales (1971-1972)
par Michel Foucault
898. L'Archipel français, *par Jérôme Fourquet*
899. Le Corps des autres, *par Ivan Jablonka*
900. Réflexion faite, *par Paul Ricœur*
901. Le racisme expliqué à ma fille, *par Tahar Ben Jelloun*
902. Des hommes justes, *par Ivan Jablonka*
903. Pour une écologie de l'attention, *par Yves Citton*
904. Les Sentinelles des pandémies, *par Frédéric Keck*
905. Réflexion faite, *par Paul Ricœur*
906. Service ou servitude, *par Geneviève Fraisse*
907. Mozart, *par Jean-Victor Hocquard*
908. Anthropologie économique, *par Pierre Bourdieu*
909. La Relation d'objet, *par Jacques Lacan*
910. Les Bords de la fiction, *par Jacques Rancière*